

## Les inondations de Liège de 1926<sup>1</sup>

### Préambule : catastrophes naturelles hier et aujourd'hui (écrit par l'équipe de l'IHOES)

Au-delà de l'émoi et du malheur qu'elles suscitent parmi les populations touchées, les grandes catastrophes (inondations, tremblements de terre et autres phénomènes naturels) ont souvent fait l'objet de comportements singuliers, reflétant presque à la perfection les multiples buts, visions et aspirations latentes d'une société. Certaines réactions de la population, des médias et des hommes politiques à l'encontre de ce type d'événement sont par ailleurs dotées d'une constance à toute épreuve.



**Inondation près des abattoirs à Seraing.**

**Photo :** Association intercommunale pour le démergement et l'épuration de la Province de Liège (AIDE).

Ainsi, à la lecture de l'article qui suit, écrit par Jean-Pierre Keimeul et traitant des grandes crues de la Meuse à Liège en 1926, on découvrira peut-être avec un brin de surprise que, bien qu'âgées de plus de 80 années, certaines situations liées à la catastrophe sont encore d'actualité aujourd'hui. Ces invariants sont au moins au nombre de trois...

- En premier lieu, l'article fait remarquer que les inondations ont été très violentes à Liège en 1926 en partie à cause d'un manque évident de prévention, certains responsables de l'époque ne prenant pas au sérieux (du moins dans un premier temps) les fortes précipitations de l'hiver 1925-1926 et la montée progressive des eaux dans le courant du mois de décembre 1925. De nos jours, le problème de la lenteur (voire de l'absence) de réaction de la part des autorités à l'encontre d'un phénomène météorologique inattendu est toujours d'actualité. Ainsi, à une échelle beaucoup plus vaste que celle du bassin liégeois évidemment, le cyclone Katrina, qui a dévasté la Louisiane au mois d'août 2005, a permis de mettre en avant l'incompétence de l'administration Bush à gérer rapidement cette crise majeure (absence de prévention malgré l'arrivée imminente du cyclone, problème dans l'évacuation des civils, etc.).

- Deuxième grande similitude, propre à la Belgique : ayant touché tant le Nord que le Sud du pays, les inondations de 1926 ont mis à jour certains problèmes communautaires entre Flamands et Wallons. Une querelle puise alors sa source dans de profonds désaccords quant aux aides et indemnités versées à chacun. Le présent article éclaire donc à merveille deux problèmes communautaires récurrents (et on ne peut plus actuels) en Belgique, à savoir la question de la répartition des richesses entre les différentes régions du pays et celle des crises communautaires liées aux différences de vue entre politiciens flamands et wallons.

- Dernière ressemblance (positive cette fois) entre 1926 et aujourd'hui : les inondations de Liège ont mis en avant la solidarité, souvent anonyme, de nombreuses personnes vis-à-vis des sinistrés. Cette aide désintéressée de toute une population se retrouve au détour de nombreuses catastrophes du XXe siècle. Un exemple actuel, à une échelle incommensurablement plus vaste : le terrible tsunami du 26 décembre 2004, qui a violemment frappé les côtes de l'Inde, de la Thaïlande, de l'Indonésie et du Sri Lanka, et pour lequel s'est organisée une solidarité internationale de grande ampleur : envoi massif de devises, de nourritures, de vêtements, de médicaments ; aides de médecins, de militaires, etc.

Jean-Pierre Keimeul montre par ailleurs les grandes divergences qui secoue la presse de l'époque au moment de la catastrophe. Le traitement des informations relatives aux inondations est en effet fort différent selon le journal : la presse de gauche (le journal *La Wallonie* notamment) privilégie les reportages en milieu ouvrier ainsi que la critique de l'armée, tandis que la presse de droite (comme *La Gazette de Liège*) prend le parti du gouvernement, tout en critiquant fortement les socialistes. Cette opposition des différents acteurs de la presse liégeoise rappelle, si besoin est, que l'information, hier comme aujourd'hui, n'est jamais neutre et qu'il est nécessaire de toujours la soumettre à l'analyse critique.

## Introduction

Durant les mois de décembre 1925 et de janvier 1926, de très fortes précipitations noyèrent une partie non négligeable de l'Europe occidentale, provoquant une série de catastrophes aux Pays-Bas (la rupture d'une digue notamment), dans le nord de la France (les débordements de l'Orne à Caen, par exemple), en Allemagne (l'importante crue du Rhin à Cologne, entre autres) et en Belgique...

La région liégeoise, dont il sera principalement question dans le présent article et où il plut pendant six semaines d'affilée, fut très gravement touchée par les intempéries, à tel point qu'à la veille du Nouvel An, la *Gazette de Liège* titrait : « Pluies, ouragan, tempête »<sup>2</sup> et que, quelques semaines plus tard, le centre-ville de la cité ardente était immergé sous deux mètres d'eau !



Ces inondations hors du commun eurent, dans le bassin de Liège comme dans le reste de la Belgique, de nombreuses conséquences sur les plans humain, social, économique et politique. En premier lieu, ces crues monumentales permirent de constater un certain nombre de réalités socio-économiques propres à la région et au pays, comme par exemple les problèmes liés à la salubrité des logements ouvriers, au chômage et à la paupérisation d'une certaine couche de la population dans les bassins houillers. Ensuite, les inondations mirent en évidence de nombreuses lacunes en matière d'« écologie industrielle » : galeries de mines non comblées, entraînant des affaissements de terrain ; manque de compréhension (et donc de contrôle) des bassins hydrographiques, avec pour corollaire un questionnement quant aux responsabilités de chacun (patrons de charbonnages, État...). Enfin, point « positif » – si l'on peut dire – de la catastrophe : à l'exception de quelques tentatives de récupération de l'événement,

ment par des groupes politiques, et notamment par l'extrême droite liégeoise, proche du rexisme, les inondations révélèrent une solidarité exemplaire, tant au Nord qu'au Sud du pays : souscription commune de la Croix rouge ou aide à la souscription nationale pour les sinistrés<sup>3</sup>, création des services de démergement, grands travaux sur la Meuse liégeoise par les Ponts et Chaussées. L'écluse de Monsin date de 1930... Ces divers aspects occuperont une place centrale dans le texte qui suit.

### 1926, une poudrière permanente...

Avant d'aborder la question des inondations à Liège et leurs conséquences multiples, il convient par ailleurs de rappeler très brièvement quelques faits marquants de la période traitée. À bien des égards, l'année 1926 en Belgique fut « une poudrière permanente »<sup>4</sup> avec une très forte dévaluation forcée du franc<sup>5</sup> ; la démission du général Kersten, ministre de l'Intérieur, sous la pression des anciens combattants ; la prolongation du service militaire par le gouvernement, entraînant une forte opposition de la part des socialistes (« le mouvement des fusils brisés ») ; l'émergence d'une forme de nationalisme flamand, etc. Les inondations (et la façon dont les pouvoirs publics gèrent la crise qui en découla) servirent ainsi de catalyseur à de nombreux conflits latents.



Seraing, Quai de la Croix Rouge. Photo : AIDE.

### Une catastrophe imprévisible ?

La crue de la Meuse de 1926 était-elle ou non prévisible ? Avait-on les moyens d'y faire face ? Les réactions des médias, les débats parlementaires et les rapports internes de l'administration des Ponts et Chaussées forment un kaléidoscope saisissant de la situation.

Avant toute chose, il ne faut pas perdre de vue que les crues de la Meuse sont parties intégrantes de l'histoire de Liège et qu'elles appartiennent en quelque sorte à sa mémoire collective : en témoigne la cathédrale, qui conserve sur ses murs les marques des crues de 1571, 1647, 1740... avec cette inscription latine : « Alto Mosa Loco Crescens » ; en témoigne également des inscriptions plus modernes comme les « plaques des crues »<sup>6</sup>. Dès lors, connaissant ces crues à répétition, quels moyens les pouvoirs publics de la région liégeoise mirent-ils en place pour éviter la catastrophe ?

À Liège, après chaque inondation, les Ponts et Chaussées<sup>7</sup> se mettaient à l'ouvrage pour améliorer le régime des crues de la Meuse. Ainsi, par exemple, à l'inondation de 1850 avaient succédé des travaux qui furent positivement soumis à l'épreuve des crues de 1880, et ainsi de suite... Hélas, la crue de 1926 ne se heurta à aucune résistance concrète : les dégâts de la Première Guerre mondiale avaient créé des brèches encore non réparées !

En 1925, certains signes avant-coureurs avaient été constatés : tout d'abord, le 21 décembre, le barrage de Liège-Fonderie (servant de repère pour la mesure des eaux) affichait une cote de niveau de 2,50 mètres au-dessus de l'étiage. Cette mesure correspondait, pour les ingénieurs des Ponts et Chaussées, à une « crue de faible amplitude »<sup>8</sup>. Ensuite, le 23 décembre, l'inondation de nombreuses voies de chemin de fer (à Anvers et à Kiel notamment, gares de formation pour les quais de l'Escaut) mit en alerte les autorités du pays, et notamment le ministre des chemins de fer qui n'hésita pas en outre à lier, dans un rapport, le début des inondations à la fonte des neiges. Enfin, en alerte également à la suite (entre autres) des interruptions ferroviaires entre Seraing et le Val-Saint-Lambert le 29 décembre, les autorités liégeoises installèrent le long des quais des dépôts d'argile et des amorces de digues.



Vue des dégâts à Seraing. Photo : AIDE.

### Les premiers jours d'inondation

Le premier rapport envoyé par l'ingénieur Denil le janvier 1926 à la direction bruxelloise des Ponts et Chaussées est loin d'être alarmiste :

« Un nombreux contingent de l'Administration des Mines participait à la visite ainsi que le chef de cabinet du ministre. Nous avons ainsi parcouru sur l'eau le quartier inondé dont les habitants tranquillement installés aux fenêtres attendaient sans impatience les effets d'un ravitaillement en pain, charbon, d'ailleurs bien organisé. »

« À Jemeppes nous avons rencontré l'échevin des Travaux publics et le directeur des travaux. Le spectacle très animé des rues de la populeuse commune était véritablement encourageant.

À tous les débouchés du côté de la Meuse, des batardeaux d'argile de 0,40 à 0,50 m de hauteur s'élevaient. L'épuisement des égouts s'effectuait par une pompe électrique. La situation était telle que, bien que les eaux de la Meuse voisine se dominaient déjà, les rues de la commune se trouvaient à sec, si l'on peut dire, car il pleuvait à verse et même les caves n'étaient pas à ce moment envahies de plus de 0,20 m. »<sup>9</sup>

En 24 heures cependant, la montée des eaux rendit caduque cette estimation et l'ingénieur Denil changea radicalement de discours :

« Les travaux seront submergés pendant la nuit, j'ai donné le conseil aux représentants de la commune de s'attendre au pire et de réquisitionner, à l'exemple de la commune de Tilleur, l'autorité militaire pour assurer le ravitaillement. »

« Jusque dans la matinée, il ne s'agissait que d'une crue ordinaire atteignant approximativement la hauteur de la crue de 1924, mais inférieure à la crue de 1920. Les eaux montaient lentement, j'ai pris place dans un bachot du génie militaire et j'ai visité les quartiers inondés placés derrière le grand mur de digue inachevé du quai des Moines.

Déjà la hauteur des eaux atteignait la hauteur *[sic]* des deux tiers de la hauteur des rez-de-chaussée dans les immeubles situés le long de la route de l'État. Du haut du mur de digue où nous avons accosté on pouvait prendre un coup d'œil d'ensemble de la zone inondée et se rendre compte du courant violent. À Jemeppe, une des premières maisons envahies a été la Maison Communale située dans l'immeuble Kraft de la Sault. »<sup>10</sup>

La ville de Liège prit elle aussi un tout autre visage. Sous les eaux, elle avait l'aspect d'une Venise douloureuse :

« Les eaux de la Meuse montent de 5 cm par heure. Au Pont de Fragnée, des barrages ont été emportés par la violence du courant. L'eau déferlant du quai de Fragnée a envahi l'avenue Blonden et les rues adjacentes, d'où elle se déverse en torrents dans la partie basse de la rue des Guillemins. »<sup>11</sup>

« A l'extrémité de l'avenue Blonden, les réverbères sont restés allumés. Leur faible lueur dans ce quartier où les maisons sont hermétiquement closes, jette une note particulièrement lugubre. Les rues menant au boulevard d'Avroy sont noyées, on aperçoit sous les arbres un kiosque à dégustation à moitié englouti. Place Saint Lambert c'est le silence. Seuls les trams de banlieue ouest y arrivent encore. »<sup>12</sup>

« Le 1er janvier, il y a 90 cm d'eau place Xavier Neujean dès six heures du matin. La nappe d'eau teintée de brun sale étend sa face hypocrite aussi loin que l'œil peut fouiller. L'eau monte toujours avec un cynisme glacé. Les corridors, les pièces des rez-de-chaussée sont vaincus. Des barques gisent lamentablement sur les trottoirs. (...) À Liège, je pus voir le boulevard d'Avroy transformé en torrent et le quartier d'Outremeuse était inabordable. »<sup>13</sup>

Quant à *La Gazette de Liège*, elle exprimait au mieux le désarroi des quotidiens liégeois :

« L'inondation qui s'est violemment aggravée cette nuit a jeté la perturbation dans nos services. Bon nombre des membres de notre personnel, bloqués par les eaux chez eux ou en cours de route, n'ont pu arriver à nos ateliers qu'avec des retards considérables. D'autre part, le courant électrique ayant fait défaut, nos machines à composer sont restées en panne. Dans ces conditions nous nous trouvons dans l'impossibilité de publier un journal normal. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et auprès de nos clients de publicité. »<sup>14</sup>



Seraing, la rue Philippe de Marnix inondée. Photo : AIDE.

Conséquences de cette énorme crue : une restructuration de la vie de tous les jours... Les salles de spectacle durent fermer leur porte, des banques voyaient leurs coffres (et leur contenu) noyés, etc. Dans le malheur collectif, certains ne perdaient néanmoins pas le sens des affaires : les journaux de l'époque regorgeaient en effet d'encarts publicitaires vantant la valeur de tel élixir réconfortant ou de tel désinfectant : « il ne suffit pas de pomper l'eau », précisait une réclame de la société ANIOS, « il faut désinfecter »<sup>15</sup> !

### Un bassin industriel sinistré

Liège ne fut pas la seule touchée : son bassin industriel et les quartiers ouvriers de Seraing, Ougrée et Tilleur reçurent eux aussi la crue de plein fouet : inondation de 3 000 maisons, pannes générales de courant, dégradation de 6 000 compteurs électriques... De Chokier à Visé, 35 000 maisons furent inondées. « 250.000 chômeurs sans ressources » titrait, en une, *La Wallonie*<sup>16</sup>.

« Quai de l'espérance c'est un désastre, jamais on ne décrira aussi abominable spectacle que ce quai ravagé. La digue puissante a été soulevée par les flots. L'eau sauvage a balayé les portes, les murs, les pignons. Des demi maisons se sont abattues. »<sup>17</sup>

« Dans les rues à peine dégagées, couvertes encore d'une boue gluante, on avait semé des désinfectants dont l'odeur malsaine prenait désagréablement à la gorge. La blancheur du chlore se mêlant hideusement à la fange grisâtre. »<sup>18</sup>

Vingt deux jours après les inondations, *La Wallonie* évoquait la situation à Ougrée Sclessin en ces termes :

« La situation du quartier de Sous la Vigne est lamentable. 50 maisons sont encore inondées et dans certaines cours la hauteur d'eau est encore d'un mètre. C'est la guerre nous disait un sinistré, avec l'eau par surcroît. »<sup>19</sup>



Le quartier de la gare de Tilleur sous les eaux. Photo : AIDE.

Quand il fallut reconstruire après le retrait des eaux, la désolation gagna les esprits. Seraing était sinistrée. Des mots malheureux s'échangèrent alors entre la direction des Ponts et Chaussées et le député bourgmestre de Tilleur, François Van Belle, mais au-delà du pathos politique, prévalait l'impression d'une injustice économique... « La digue est un vieux mur construit par l'administration communale », lança un haut fonctionnaire des Ponts et Chaussées<sup>20</sup>. Réponse de Van Belle : « dans la situation où nous nous trouvons, il faut marcher sur les talons des fonctionnaires ; il faudra les enfermer dans une chambre de façon qu'ils ne puissent sortir avant d'avoir terminé leur travail »<sup>21</sup>.

À l'origine de cette joute politique, le blocage qu'une commission du gouvernement effectuerait depuis 1920 sur un projet d'aménagement de la rive gauche de la Meuse entre Chokier et Liège, présenté par l'ingénieur sérésien Biefnot. La réplique d'un ingénieur des Ponts et Chaussées ne se fit pas attendre : « (...) les notes de Monsieur Biefnot ont été remises en différentes fois. Plus de 40 fascicules refermant un millier de pages. Tout en assurant leur service ordinaire, les membres de la commission ont mis en moyenne deux à trois jours par fascicule. Monsieur le ministre jugera lui-même si les membres de la commission se sont endormis sur le projet de Monsieur Biefnot. »<sup>22</sup>

### Une presse rive gauche, rive droite

D'un journal à l'autre, la « tonalité » des articles différait fortement : *La Meuse* cherchait davantage à rencontrer les décideurs politiques et techniques tout en insistant, comme beaucoup de quotidiens liégeois, sur les dons et les mouvements de solidarité ; *La Gazette de Liège* prenait quant à elle quasiment le rôle de porte-parole gouvernemental et son directeur en chef, Joseph Demarteau, multipliait par ailleurs les éditos politiques fustigeant la presse socialiste, coupable selon lui de détourner cette catastrophe humaine en faveur de la lutte des classes ; *La Wallonie*, enfin, s'insurgeait contre l'incurie des secours et, davantage encore, contre les militaires et la durée de leur service :

« Le désastre est à son comble, les habitants sont claquemurés chez eux, ils manquent de ravitaillement, les rues sont transformées en canaux, et pas une barque, pas le moindre canot pour porter secours aux innombrables sinistrés. Où sont donc les pontonniers ? Il paraît qu'ils étaient là-bas en Allemagne et dans les Flandres. Comment y épuisaient-ils leur terme de milice, si considérable ? »<sup>23</sup>

*La Wallonie* privilégiait également les reportages en terrain ouvrier à Seraing, Jemeppe, Tilleur et fustigeait un gouvernement s'exprimant beaucoup mais n'agissant pas avec suffisamment de célérité.

Par ailleurs, la presse liégeoise, tous bords confondus, rendaient hommage à ses parlementaires pour leurs interventions à la Chambre et au Sénat en faveur de Liège et de son bassin industriel. Ainsi *La Meuse*, qu'on ne peut pourtant suspecter d'avoir jamais eu la fibre socialiste, n'en consacrait pas moins un « pavé » en première page, élogieux pour les députés du Parti ouvrier belge (POB) :

« La Chambre a terminé mercredi le débat sur les désastres des inondations. Les discours qui traînaient en longueur ont rebondi et pris une grande ampleur grâce à l'intervention des députés de Liège. Le discours du bourgmestre de Seraing a été fort éloquent et par moments émouvants. C'est lui qui a donné le ton à ce débat et son discours a produit une impression profonde. L'intervention du bourgmestre de Tilleur Monsieur Van Belle a présenté un grand intérêt et l'énergie calme du jeune mayor a servi de préambule au discours fougueux, impétueux de Monsieur Merlot. Ces interventions ont eu pour heureux résultat de décider le ministre du Travail Anseele à donner connaissance, sur le champ, des travaux et crédits que votera le parlement pour 1926. »<sup>24</sup>



L'inondation du Val Saint Lambert. Photo : AIDE.

### Dis-moi qui t'embarque...

Querelles politiques, querelles journalistiques mais aussi... querelles des secours ! En dehors de la Croix rouge, ces derniers étaient souvent pris en charge par des organisations militantes ou des mouvements de jeunesse de tout bord, de l'extrême gauche à l'extrême droite.

Ainsi, si les socialistes mettaient d'abord en évidence le Secours ouvrier, un autre mouvement, appelé Union civique et proche des jeunes catholiques liégeois (dont certains membres feront quelques années plus tard partie de l'organisation fascisante des « chemises bleues »), collectait à tout va dans les milieux bourgeois. Joseph Jacquemotte, président du tout jeune parti communiste, qualifia cette organisation de « farceurs » lors d'un débat parlementaire et un journaliste de *La Wallonie* les traita entre autres de « réquisitionneurs sans vergogne » :

« Les petits-fils à papa ont mis de flamboyants brassards. Leurs barques sont des gondoles pour embarquer leurs demoiselles. »<sup>25</sup>

« Les brassards de l'Union civique se sont présentés chez des marchands de bois et ont réquisitionné au nom de la ville des matériaux pour construire des radeaux. Ces jeunes gens étaient-ils mandés par l'administration ? On a le droit de le savoir surtout si on pense que ces radeaux constituaient, pour les potaches en question, un objet de sport. »<sup>26</sup>

### Des répercussions communautaires

Pour couronner le tout, on assista aussi à une querelle d'ordre communautaire. L'importance des réparations et des indemnités n'échappant nullement à la presse belge, les débats parlementaires qui eurent lieu entre 1926 et 1928 débouchèrent sur une véritable querelle politique entre Wallons et Flamands, ces derniers ayant été eux aussi inondés. Certes, en 1926 des crédits d'aménagement (138 millions de francs) pour « l'Ourthe et la Meuse liégeoise » furent votés, mais en 1936 il restait encore pour plus de 50 millions de travaux à effectuer !

Cette querelle communautaire particulière prenait en fait sa source avant les inondations de 1926. Dès 1920 en effet, sous la férule du ministre Édouard Anseele, l'État mit en adjudication la construction des murs d'endiguement à Seraing, Tilleur et Marchiennes. De nombreux parlementaires liégeois, comme le socialiste François Van Belle ou le libéral Xavier Neujean, reprochèrent alors au gouvernement sa terrible inertie en terme de nouveaux investissements entre 1923 et 1926. Anseele reconnut d'ailleurs implicitement cette lacune :

« La longueur des endiguements exécutés à ce jour le long de la Meuse pour les deux rives réunies est de 0 kilomètre. Deux nouvelles adjudications récentes comportent une longueur d'endiguement de 2,5 km. Les travaux à mettre en adjudication pour la Meuse s'étendent sur 17 km environ pour les deux rives réunies. Les événements douloureux qui viennent de se produire amèneront l'Etat à poursuivre et précipiter les travaux... »<sup>27</sup>



Seraing, un « tram canard ». Photo : AIDE.



Le 16 janvier, la une de *La Gazette de Liège*, écrite par Désiré Horren, déclarait : « l'eau n'attend pas » :

« Il y a des économies qui coûtent plus cher que des gaspillages, dit la sagesse des nations. Elles sont d'autant plus révoltantes qu'on les fait toujours au détriment des régions wallonnes, alors que pour les régions bruxelloises et flamandes, les dépenses somptuaires revêtent un caractère de nécessité pressante. »<sup>28</sup>

Des parlementaires flamands reprochèrent à la Croix rouge d'avoir été plus présente en Wallonie pendant les inondations de 1926. Des parlementaires wallons estimèrent quant à eux que la direction des Ponts et Chaussées, confiée à des Flamands, était avant tout spécialisée dans la gestion de l'Escaut et par conséquent totalement incompétente pour traiter du bassin mosan. Édouard Anseele lui-même, pourtant élu par Liège dans sa jeunesse, ironisait lors des discussions budgétaires en parlant des « ruisselets de la Wallonie », mot qui lui valut cette réplique de Van Belle : « je regrette que l'on ait noyé la vallée mosane dans toute la "Haine" et dans toute la "Trouille" »<sup>29</sup>.

La presse flamande participait également à la joute : le journal *De Schelde* se lançait alors dans de savants calculs afin de prouver que les inondations en Flandre furent vingt fois plus étendues qu'en Wallonie<sup>30</sup>. Cette même presse flamande reprocha par ailleurs à Frans Van Cauwelaert, le bourgmestre socialiste d'Anvers, d'avoir envoyé des pompiers anversois en renfort à Liège.



Seraing, rue Trouillet. Des gens sont à la fenêtre. Photo : AIDE.

Apparut donc à l'époque un combat de fond en matière d'investissements économiques et de clé de répartition entre la Wallonie et la Flandre. Les discours du POB mais aussi des libéraux liégeois constituaient un avant-goût des revendications économiques wallonnes au début des années soixante... Dans une Belgique en crise économique latente, les problèmes communautaires surgissaient, parfois de manière déroutante, mais la notion d'investissement économique entre la Wallonie et la Flandre se révéla cruciale...

Avec le regard du présent, certaines escarmouches communautaires vieilles de 80 ans paraissent dérisoires, mais sont-elles tellement éloignées de celles secouant actuellement la Belgique ?



Un enfant dans une barque à Seraing. Photo : AIDE.

### Solidarité réelle, solidarité Nord-Sud

Parallèlement aux querelles communautaires, la période des inondations fut aussi, paradoxalement, marquée par une très forte solidarité entre le Nord et le Sud du pays.

Une solidarité flamande vis-à-vis des enfants wallons d'abord, comme le releva *La Wallonie* du samedi 16 janvier en titrant : « les petites sinistrées quittent Liège »<sup>31</sup> : « 24 petites filles de 6 à 12 ans fréquentant les écoles communales des rues de la Liberté, Gravioule et des Pitteurs sont parties pour Gand. » *La Wallonie* du 18 janvier publia également une photo d'enfants sagement groupés accueillis à Bruxelles<sup>32</sup>. Solidarité encore de la part d'ingénieurs flamands occupant le territoire de Maaseik et proposant d'envoyer « 200 hommes du génie, 60 hommes de l'infanterie en renfort, et 13 barques » pour aider leurs collègues de Liège<sup>33</sup>.

D'autre part, les actes de solidarité à Liège même furent légion. Les journalistes vantaient dans leurs articles la solidarité quotidienne et la débrouillardise à toute épreuve dont faisaient preuve les Liégeois :

« Les charrettes portent des radeaux faits de planches, de tonneaux, de bidons à essence. Tous ceux qui avaient des bottes de caoutchouc se sont mués en porteurs, les uns volontaires, les autres mercenaires. Ils entrent dans l'eau, une grosse dame sur le dos avec une allure décidée. »<sup>34</sup>

« Les ouvriers monteurs de l'Espérance Longdoz, comme de véritables acrobates, sont venus par le chemin de fer aérien qui va des usines de l'Espérance Longdoz à Flémalle. Grimpant sur les toits, pratiquant des ouvertures, transportant les gens à dos sur les crêtes des toits pour les déposer dans les bennes de l'aérien qui les transportent à l'usine de l'Espérance pour être ensuite évacués dans les écoles. Plus d'une centaine de personnes furent sauvées d'une mort lente. Nous leur crions merci et bravo. »<sup>35</sup>

Partout, l'aide s'organisait : des habitants de Verviers prenaient le train pour apporter des vivres ; les affiliés des clubs nautiques se faisaient passeurs d'eau, etc.

Cette solidarité, souvent anonyme, fit l'objet de remerciements publics de la part des autorités politiques : « je salue, au nom de toute la Chambre, le magnifique dévouement des autorités publiques, de l'armée, de la gendarmerie, des médecins et de tous ceux qui jour et nuit ont voué d'inlassables efforts au soulagement des innombrables misères causées par ce fléau », proclamait Prosper Poulet, alors ministre de la Justice, dès le 12 janvier. Dans la même veine, Édouard Anseele félicita son personnel en séance parlementaire, évoquant la célérité et l'ingéniosité de ce dernier face aux tragiques événements<sup>36</sup>. Enfin, un télégramme du roi Albert souligna le dynamisme des Liégeois. A noter que le roi seul d'abord, et la reine Élisabeth ensuite, firent le tour des sinistrés de Liège. Concrètement, ils donnèrent également 100 000 francs provenant de leurs avoirs personnels.

### Du traumatisme aux frivolités

Dans un premier temps, le traumatisme de la catastrophe resta très vivace. À chaque nouvelle inondation, même minime, la peur gagnait les esprits. Ainsi, le 1er février, quand des photos d'inondation se retrouvèrent en « une » de *La Meuse*... Il ne s'agissait pourtant que d'une rupture de conduite d'eau alimentaire à hauteur de la rue Neuvice, de la rue de la Cité et de la rue du Pont. Les commentaires en devinrent presque humoristiques : « spectacle fertile en amers souvenirs, on vit les gens armés de balais, repousser la terrible envahisseuse qui décidément en cette année 1926 a juré de nous en faire voir d'humides »<sup>37</sup>. Ainsi *La Wallonie* qui, le 19 et le 20 février, toujours en « une », s'émouvait :

« Tilleur est envahie par les eaux. Est-ce à nouveau le désastre ? L'eau a envahi le quai de Hallage, le quai des Carmes, et la rue de l'Arveau. La circulation du tram vert a été interrompue entre Tilleur et Jemeppe. »<sup>38</sup>

« Le niveau de la Meuse remonte lentement. Wandre est menacé. Les eaux ont envahi la place Merihay, ses rues adjacentes et la rue du Pont. Le terrain de football de la FSS sera dimanche transformé en lac. La côte à Avroy est passée à 61,20 soit 1,95 m de hausse par rapport à la normale. »<sup>39</sup>

Le 10 mars 1926, c'est la place du XX Août qui redécouvrait un paysage d'inondation. Là encore, il s'agissait simplement d'une rupture de canalisation : une conduite alimentaire installée sous les voies de tram de la ligne 2 s'était déchirée.

Cependant, le traumatisme des grandes crues hivernales laissa bientôt la place aux frivolités : les dernières collections de jupes culottes et la victoire du Standard contre le Beerschot 3-2 suivie de sa victoire en derby 5-2 face à Tilleur éclipsèrent définitivement les eaux noires de décembre et janvier.



Familles sinistrées à  
Seraing. Photo : AIDE.

## Le premier grand reportage photo

En terme de reportage photographique, *La Wallonie* privilégia les dégâts de Seraing et Tilleur et montra principalement les atteintes faites aux maisons ouvrières et au site de Cockerill. *La Meuse*, quant à elle, se concentra davantage sur la situation à Liège mais au fur et à mesure que la situation s'améliorait dans la cité ardente, des photos montrant d'autres régions sinistrées de Wallonie firent leur apparition dans les quotidiens liégeois, comme – exemple parmi d'autres – la photo d'une cité de mineurs du Borinage complètement envahie par les eaux<sup>40</sup>.

*La Meuse* sortit également dans son édition du 20 janvier un numéro spécial de 6 pages ne reprenant pas moins de 41 clichés des inondations en région liégeoise<sup>41</sup>. Le quotidien précisait : « aujourd'hui que les événements entrent dans le domaine de l'histoire, que notre journal, grâce à la ténacité de son personnel, va reprendre sa vie normale, *La Meuse* offre à ses lecteurs et ses abonnés un supplément, où les événements sont enregistrés jours par jour, ce qui constituera pour eux un document historique ».

Se développa enfin le phénomène des cartes postales consacrées aux inondations de 1926, qui font encore aujourd'hui le bonheur de nos bouquinistes. Plusieurs éditions ont été lancées, dont une par *La Wallonie* sous forme de 12 photos en pochette.



Seraing, panorama des inondations. Photo : AIDE.

## En guise de conclusion : un bilan aux retombées positives

Finalement, faut-il voir dans les inondations de 1926 un détonateur positif ? C'est le regard que nous pouvons poser aujourd'hui si l'on prend en compte les deux faits suivants.

En premier lieu, de manière fort pragmatique, ces inondations permirent de réparer un certain nombre de lacunes en matière de prévention de la montée des eaux : elles furent par exemple à l'origine de la création, dès 1928, de la Société de démergement et d'épuration, dirigée pendant un temps par l'ingénieur Biefnot ; elles donnèrent également l'impulsion pour une série de travaux autour de la Meuse (travaux de l'île Monsin dès février 1928, perfectionnement du service de signalisation sur la haute Meuse, organisation d'un service d'annonce et de précision des crues, création de digues s'inspirant des travaux français sur la Marne, etc.).

En second lieu, au-delà du discours parfois houleux de certains milieux politiques, la catastrophe mit à jour une solidarité exemplaire de la part de populations très diverses, tant au Nord qu'au Sud de la Belgique et, à Liège comme ailleurs, mit en avant le courage de nombreux anonymes, pompiers, policiers, ouvriers, médecins, militaires, fonctionnaires communaux, qui ont tout fait pour limiter la catastrophe et aider les populations sinistrées.

Liège, ville d'eau qui s'harmonise autour de son fleuve, a su, à chaque inondation, faire preuve de courage, d'inventivité, d'humour et s'est toujours relancée en portant son regard vers l'avenir.

## Notes

<sup>1</sup> Je tiens à remercier pour leur apport en informations, archives, photos et documents les associations suivantes : les Ponts et Chaussées de Liège, sa direction et son archiviste en chef Monsieur Kehl ; l'AIDE (Association intercommunale pour le démergement et l'épuration de la Province de Liège) ; la bibliothèque des Chiroux et plus particulièrement les bibliothécaires de la salle Ulysse Capitaine ; le musée de la vie wallonne et son service documentaire ; l'Institut liégeois d'histoire sociale et l'IHOES (Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale) à Seraing.

<sup>2</sup> *Gazette de Liège*, 31 décembre 1925.

<sup>3</sup> Cette souscription nationale pour dédommager les victimes fut décidée le 3 janvier 1926, en association avec la presse belge. La solidarité se focalisa aussi par la suite au travers de galas, pièces de théâtre, fanfares ou manifestations sportives en faveur des sinistrés. Quoi qu'il en soit, jusqu'à la fin du mois d'avril 1926, les dons affluèrent. Notons, par exemple, que les deux millions de francs recueillis à l'époque pour les noces d'argent du roi furent versés à ladite souscription nationale (*La Wallonie* du 5 janvier 1926).

<sup>4</sup> Expression empruntée à Pierre Stéphany, *Les années '20-'30. La Belgique entre les deux guerres*, Legrain, 1983.

<sup>5</sup> Après cette dévaluation, le franc ne représentait plus qu'un 7e de la valeur qu'il avait en 1914.

<sup>6</sup> La crue de 1926 fera ainsi l'objet par décision ministérielle d'une commande de 432 plaques « pour le modelage de la dernière grande crue de la Meuse ». (Courrier interne aux Ponts et Chaussées document de la D233.)

<sup>7</sup> Les bâtiments des Ponts et Chaussées sont installés au 2 rue Forgeur depuis 1880, année de crue historique. On doit à sa direction et à la Région wallonne le mérite d'une restauration exemplaire.

<sup>8</sup> Voir : André Renson, *Liège - La Meuse en bord de... Meuse*, MET - Éditions du Perron, 1997 (coll. Profils/Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, n°4).

<sup>9</sup> Rapport « urgent » envoyé par l'ingénieur Denil, inspecteur général, le 5 janvier 1926 à la direction bruxelloise. Document de la D233, 2 rue Forgeur à Liège.

<sup>10</sup> À noter une anecdote que ce rapport ne mentionna à aucun moment : le ministre des travaux publics visitant les dégâts à Seraing « se retrouva avec de l'eau jusqu'à la ceinture », comme son ministre de l'intérieur Rolin Jacquemin le confia à ses collègues du Sénat (*Annales parlementaires. Sénat*, séance du 12 janvier 1926).

<sup>11</sup> *La Meuse*, 1 janvier 1926.

<sup>12</sup> *La Meuse*, 1 janvier 1926

<sup>13</sup> *La Wallonie*, 3 janvier 1926.

<sup>14</sup> *La Gazette de Liège* (quotidien de Jacques Demarteau), édition du 31 décembre 1925 et du 1er janvier 1926.

<sup>15</sup> *La Wallonie*, 12 janvier 1926.

<sup>16</sup> *La Wallonie*, 3 janvier 1926.

<sup>17</sup> *La Wallonie*, 12 janvier 1926.

<sup>18</sup> *La Wallonie*, 12 janvier 1926.

<sup>19</sup> *La Wallonie*, 23 janvier 1926.

<sup>20</sup> Rapport interne de l'Ingénieur Denil documents Ponts et Chaussées 3 janvier 1926.

<sup>21</sup> *Annales parlementaires. Sénat*, séance du 12 janvier 1926.

<sup>22</sup> Courrier d'un ingénieur à la direction des Ponts et Chaussées, 16 janvier 1926. Il s'agissait en fait d'un justificatif à transmettre au ministère.

<sup>23</sup> *La Wallonie*, 5 janvier 1926. À noter que l'absence de pontons s'expliquait aussi par des difficultés d'acheminement. Des pontons venaient d'Anvers transportés sur de vieux camions militaires datant de la Première Guerre mondiale et atteignaient une vitesse poussive de 10 km/h tout au plus. Le bataillon des pontonniers disposait pour ses exercices de 25 bateaux transportables. Le troisième régiment de génie caserné à Liège disposait quant à lui de 17 camions à bateaux, tout comme le contingent caserné à Namur (*Annales Parlementaires. Sénat*, précision donnée par le ministre de la Défense nationale).

<sup>24</sup> *La Meuse*, 14 janvier 1926.

<sup>25</sup> *La Wallonie*, 6 janvier 1926.

<sup>26</sup> *La Wallonie*, 8 janvier 1926.

<sup>27</sup> *Annales parlementaires. Sénat*, séance du 12 janvier 1926.

<sup>28</sup> *La Gazette de Liège*, 16 janvier 1926.

<sup>29</sup> *Annales Parlementaires. Sénat*, séance du 20 janvier 1926.

<sup>30</sup> *Annales Parlementaires*, 20 janvier 1926.

<sup>31</sup> *La Wallonie*, 16 janvier 1926.

<sup>32</sup> *La Wallonie*, 18 janvier 1926.

<sup>33</sup> Document de la D233, 2 rue Forgeur à Liège.

<sup>34</sup> *La Meuse*, 3 janvier.

<sup>35</sup> *La Meuse*, 3 janvier.

<sup>36</sup> *Annales Parlementaires. Sénat*, 12 janvier 1926.

<sup>37</sup> *La Meuse*, 1<sup>er</sup> février 1926.

<sup>38</sup> *La Wallonie*, 19 février 1926.

<sup>39</sup> *La Wallonie*, 20 février 1926.

<sup>40</sup> *La Wallonie*, 12 janvier 1926

<sup>41</sup> *La Meuse*, 20 janvier 1926. Voir notamment à ce sujet l'ouvrage de Pierre Stéphany, *op. cit.*